

DEPARTEMENT
DE L'HERAULT

ARRONDISSEMENT
DE BEZIERS

MAIRIE
DE
V I A S

E X T R A I T
DU
Registre des Arrêtés du Maire
DE LA COMMUNE DE VIAS

Arrêté n° : PM/2024 - 149

Objet : Arrêté de mainlevée de péril de l'immeuble sis 1171 Avenue de la Méditerranée 34450 Vias

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE VIAS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2122-2 et L. 2213-24,

VU le Code de la voie routière,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L.511-1 et suivants,

VU le Code de Justice Administrative et notamment ses articles R.531-1, R.531-2 et R.556-1,

VU l'arrêté de péril imminent n° PM/2024-090 en date du 11 mai 2024 ;

VU l'attestation du 25 juillet 2024 établie par Monsieur Yannick GERARD, Président de la Sas VILLABLU, Maître d'œuvre construction-rénovation, certifiant de la réalisation dans les « Règles de l'Art » des travaux prescrits en application de l'arrêté susvisé ;

CONSIDERANT que les travaux préconisés par l'arrêté de péril n° PM/2024-090 concernant l'immeuble sis 1171 Avenue de la Méditerranée 34450 Vias en date du 11 mai 2024, ont été mis en oeuvre et contrôlés en totalité par la Sas VILLABLU,

CONSIDERANT que la réalisation de ces travaux ne menace plus la sécurité publique,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} / Conformément à l'attestation du 25 juillet 2024 établie par Monsieur Yannick GERARD (Sas VILLABLU), Maître d'œuvre construction-rénovation, il est pris acte de la réalisation de travaux conformes aux prescriptions édictées, mettant un terme au péril constaté dans l'arrêté N : PM n°2024-090 du 11 mai 2024.

En conséquence, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté prescrivant les travaux suivants :

- Effectuer les travaux de réparation sur la charpente et les murs avoisinants, soit la consolidation soit la démolition-reconstruction de la charpente et la toiture, de réaliser la mise hors d'eau de la toiture de l'immeuble, de sonder et décrouter les enduits de façade et les murs ;
- Maintenir l'immeuble, clos et fermé, afin d'éviter toute intrusion,
- Délimiter un périmètre de sécurité avec des barrières disposées le long des façades.

ARTICLE 2 / Le présent arrêté est notifié à Madame Josette GRAZIANI née MAMET, Monsieur Alain GRAZIANI, Madame Maryse GRAZIANI, Monsieur Marc GRAZIANI, propriétaires de l'immeuble sis n°1171 Avenue de la Méditerranée 34450 Vias, cadastré section AY n° 37.

Le présent arrêté est affiché en Mairie de Vias, ainsi que sur la façade de l'immeuble concerné.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 / A compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé aux fins d'activités commerciales. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification et/ou l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4 / Le présent arrêté est transmis au Préfet du Département.

Il fera l'objet d'une publication au Fichier Immobilier de la Conservation des Hypothèques dont dépend l'immeuble, aux frais du propriétaire (des copropriétaires) ou de ses (leurs) ayants droit.

ARTICLE 5 / Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de la Commune de Vias dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de son affichage.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER, 6 Rue Pitot 34000 Montpellier dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Vias, le **09 AOUT 2024**

Maire Jordan DARTIER,
Maire de Vias



Le Maire,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Transmis au représentant de l'Etat le :

Publié le :

09 AOUT 2024

09 AOUT 2024